Solidarités NOUVELLES a.s.b.l.

Bld. Jacques Bertrand, 8 - 6000 Charleroi
✆ 071/30.36.77 🖷 071/30.69.50
✉ sn.secretariat@skynet.be
BE72 0012 8238 0416
Permanences téléphoniques le mercredi de 10h à 12h
Accueil le jeudi de 14h à 16h

Hors-série | Mai 2016

Le Petit Solid'R

CARTE BLANCHE

Le Funambul(ism)e social : un équilibre fragile

En ce **mardi 24 mai 2016**, jour de manifestation en front commun syndical à Bruxelles, nous avons voulu dans ce numéro soutenir et appuyer cette action à notre niveau car bons nombres de **constats et de revendications** portés aujourd'hui sont le fruit d'une observation transversale depuis quelques années de plusieurs **secteurs qui placent l'humain au cœur de leur métier** – métier qui rime le plus souvent avec engagement – à savoir les soins de santé, l'aide sociale, l'enseignement…

Des enjeux titanesques nous attendent.

Malgré les secteurs d'activités différents dont nous sommes issus, le même constat alarmiste revient toujours : **trop peu de moyens financiers** consacrés et/ou disponibles, **trop peu de personnel** (le plus souvent inscrit dans un statut d'employé à contrat précaire : vacataire, intérimaire, CDD, mi-temps…). Face à cela, des **enjeux titanesques** nous attendent : augmentation de la précarité à tous les niveaux, augmentation du coût de la vie, conditionnalité des droits, renforcement d'une série de procédures pour l'obtention de telle ou telle chose et diminution de l'enveloppe « subvention » pour notre mission générale avec pour effet une **conditionnalité de financements « projets » accrue** pour décrocher des sources financières qui ne couvrent qu'en partie les **réalités de terrain**.
Comment dans ce type de contexte continuer à effectuer un travail efficace et de qualité et rendre aux personnes leur dignité humaine ? **Comment, avec moins de personnes et moins de temps de travail disponible, pourrait-on faire mieux avec toujours plus à faire ?** Comment continuer à se battre pour ceux dont nous devons nous occuper quand nous sommes nous-mêmes sous la menace direct de coupures financières ne permettant plus de faire directement ce pourquoi nous sommes censés être payés par les deniers publics ?

Est-ce que la paix sociale a un prix ?

Pour parler comme « …», quel est le return sur investissement que le citoyen peut encore espérer en payant des impôts (certains sont lourds et frappent durement une catégorie de personnes qui ne les trouvent pas toujours justes, proportionnels et équitables) à un pouvoir public qui développe une série de politiques en lien direct avec le bien-être de la population ? Est-il encore sûr aujourd'hui que ce prélèvement arrive là où la population en a le plus besoin ? Et dès lors, nous sommes en droit de nous demander : est-ce que les secteurs cités ci-haut (santé, enseignement, aide sociale) ne sont pas dignes de financement, d'intérêt et d'investissement ? **Est-ce que la paix sociale a un prix ?** Est-ce qu'à l'heure actuelle, on ne sait mesurer une action qu'en statistiques et graphiques ? N'a-t-on pas aussi perdu une part d'essentiel dans cette volonté d'austérité à grande échelle ?

Critiquer ou acquiescer ?

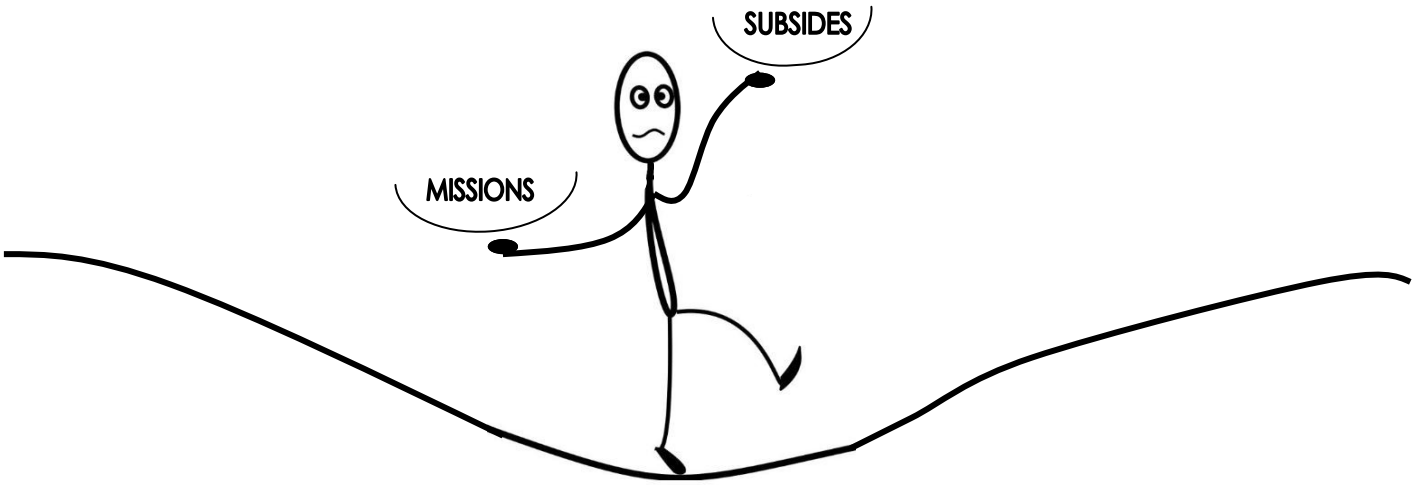
Autre chose qu'on observe aussi, c'est la tendance à faire de réseaux et d'unions légitimes des potentiels de **fusion de projets d'associations**, afin de permettre une **économie d'échelle** et de **lisser les spécificités des approches**, des méthodes et des actions. Face à ce constat, un choix : **s'incliner ou s'indigner** ? **S'adosser ou se mutiner** ? **Critiquer ou acquiescer** ? Est-ce que des secteurs comme les nôtres ont les moyens de contester le contestable sans avoir peur de se retrouver devant l'Incontestable et au risque de **se voir asphyxiés ou disparaitre**….

Sans compter qu'outre le fait que les missions d'intérêt public (de moins en moins rentables et aux effets si peu visibles sur le CV politique) sont de plus en plus transférées vers les secteurs de premières lignes (et de l'associatif en particulier), il nous est toujours plus demandé aussi de **justifier les deniers perçus**. Sur le principe, pas de problème, pas de souci. Il nous semble normal que nous ne pouvons pas faire tout ce qu'on veut de l'argent public.

Néanmoins, il est certain que nous ne pouvons décemment passer 6 mois sur 12 à rentrer des rapports d'activités pour justifier l'année antérieure de subvention et ainsi pouvoir prétendre à celle de l'année en cours (par tranche, dont le solde est souvent postposé à l'année suivante). Sans oublier que durant ce laps de temps, il est question également de tenter de pérenniser l'outil pour l'année suivante. **Attend-t-on de pareilles exigences dans le secteur privé ? Rien n'est moins sûr…**

… un retrait de moins en moins feint de nos idylles politiques.

Aussi, je souhaiterais appuyer le rôle essentiel que les dons des citoyens, les œuvres de charité… jouent dans le sauvetage de quelques structures de premières lignes comme les nôtres. Et je voudrais rebondir également sur la nouvelle mode des **financements participatifs** (crowdfunding…) : on adhère sur la philosophie, mais n'est-ce pas là aussi une possibilité supplémentaire de **dédouaner un retrait de moins en moins feint de nos idylles politiques** (et de leur responsabilité par ailleurs) ?



Sur l'actualité et le pourquoi de la manifestation à Bruxelles de ce jour, comment comprendre et soutenir la proposition de passer à la semaine de travail au-delà des 38 heures dans des secteurs où les heures de récupération sont calculées souvent soit à la baisse, soit ne parviennent pas à être totalement valorisées par les travailleurs ?! **N'est-on pas en train de confondre flexibilité et assertivité** ?! A ce propos, selon le SeTca, ***La loi Peeters, c'est :***

- généraliser la durée du temps de travail de 38h à 40h par semaine ;
- augmenter la flexibilité : travailler 50h semaine ou 11h jour ;
- créer un contrat intérimaire à durée indéterminée ;
des horaires au jour le jour et des salaires plus bas pour les travailleurs à temps partiels ;
- individualiser la concertation en mettant hors-jeux les organisations syndicales ;
- en finalité augmenter le chômage.

N'est-on pas en train de confondre flexibilité et assertivité ?!

A la lecture de ce qui vient d'être dit, de ce qui sous-tend cette proposition, il s'agit de **précariser et de fragiliser encore davantage l'emploi (**et de continuer à le rendre couteux – à compétence égale, on engagera de fait plus vite quelqu'un qui « coûte » moins en statut APE, PTP…).

En conclusion, on peut raisonnablement penser que ce qui s'annonce ne semble pas dissiper les nuages. En effet, si on regarde au niveau européen, force est de constater que **les enjeux fondamentaux de nos démocraties européennes se jouent dans la partie autour de la signature de traités internationaux tels que le CETA et le TTIP** et que l'avenir de nos emplois et de notre liberté d'action se décline également à cet échelon-là.

■ *Lionel Wathelet*

ASBL soutenue par le service de l'Éducation Permanente de la Fédération Wallonie - Bruxelles, la Région wallonne, Action Vivre Ensemble et la Fondation Roi Baudouin
Association de Promotion du Logement agréée par le Gouvernement wallon